

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société TEREOS FRANCE
Commune de Chevrières**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre Ier du livre V ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries agroalimentaires et laitières ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 fixant les prescriptions générales applicables aux installations relevant de la directive IED du secteur agro-alimentaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mars 2025 autorisant la société TEREOS FRANCE à poursuivre l'exploitation d'une sucrerie-distillerie sur la commune de Chevrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2026 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

Vu le SAGE « Oise-Aronde » applicable sur le territoire de la commune de Chevrières ;

Vu les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaires (BREF FDM – Food, Drink and Milk) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 ;

Vu la demande de l'exploitant du 23 janvier 2026 concernant l'ajustement des paramètres de rejets aqueux ;

Vu le rapport d'instruction établi par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 24 février 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 3 avril 2026 par courrier électronique ;

Vu les observations formulées par courriel du 13 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société TEREOS France exploite sur le territoire de la commune de Chevrières une installation de fabrication de sucre relevant du régime de l'autorisation environnementale ;
2. la modification portée à la connaissance de l'administration concerne exclusivement l'évolution de certaines valeurs limites d'émission des effluents aqueux, sans modification de la nature des activités, des capacités de production, des procédés industriels ni des ouvrages de traitement ;
3. les valeurs limites sollicitées sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, et compatibles avec les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles définis par le BREF FDM ;
4. l'analyse des impacts chroniques et accidentels démontre l'absence d'incidence significative sur le milieu récepteur, y compris en période d'étiage, et le respect du principe de non-détérioration des masses d'eau ;
5. la modification est compatible avec les objectifs et orientations du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 ;
6. le projet ne relève d'aucune des catégories de projets soumises à évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
7. la modification projetée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;
8. l'installation relève du régime de l'autorisation et il convient de mettre à jour les prescriptions relatives aux rejets aqueux pour garantir la protection des milieux récepteurs et le respect des MTD.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire

La société TEREOS SUCRE FRANCE, dont le siège social est situé rue de Senlis Moussy-le-Vieux (77230), est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'activité des installations de la sucrerie exploitée auparavant par la société TEREOS, sur le territoire de la commune de Chevrières au 300 route de Grandfresnoy - Hameau de la Sucrerie.

Article 2 : Valeurs limites de rejet et rendements épuratoires

Les dispositions de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2025 relatif aux valeurs limites d'émission (VLE) dans l'eau sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le rejet d'eaux résiduaires traitées vers le milieu naturel (rivière Oise) respecte les valeurs limites suivantes, calculées sur échantillon moyen 24 h proportionnel au débit :

Débit maximal journalier : 4 500 m ³ /j			
Paramètres	Concentration maximale journalière	Flux maximum journalier	Rendement minimal de traitement (%)
MES (Matières en suspension)	50 mg/l	225 kg/j	≥ 90 %
DCO (Demande Chimique en Oxygène)	155 mg/l	698 kg/j	≥ 95 %
DBO ₅ (Demande Biochimique en Oxygène)	25 mg/l	113 kg/j	-
Azote Global (N-gl)	20 mg/l	90 kg/j	-
Phosphore Total (P-tot)	2 mg/l	9 kg/j	≥ 90 %

Article 3 : Rendements épuratoires et justification des VLE

Afin de garantir le respect des meilleures techniques disponibles (MTD), le système de traitement des effluents assure en fonctionnement normal les rendements globaux définis à l'article 2 du présent arrêté.

Les rendements ne sont pas calculés sur l'entrée STEP vs sortie STEP mais sur les eaux terreuses vs rejet final, car le rejet peut être constitué de la sortie STEP, d'une lagune ou d'un mélange des 2. Le rendement est calculé comme suit : entrée = eaux terreuses (ET); sortie «rejet final vers l'Oise»
Rendement : $\frac{\text{entrée} - \text{sortie}}{\text{entrée}}$ équivaut à $\frac{\text{ET} - \text{rejet}}{\text{ET}}$

Le non-respect de ces rendements constitue une non-conformité aux prescriptions de l'autorisation, quand bien même les valeurs de concentration seraient respectées, si ce dépassement traduit une défaillance du dispositif de traitement.

Article 4 : Autosurveillance

Les dispositions de l'article 9.9.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2025 sont complétées comme suit :

L'exploitant adapte son programme d'autosurveillance pour inclure la mesure des flux sur les eaux terreuses (MES, DCO, Azote, Phosphore) à une fréquence annuelle afin de calculer les rendements épuratoires prescrits à l'article 2.

Les résultats sont transmis à l'inspection des Installations Classées, à la fin de l'inter campagne.

Article 5 : Maintien des autres prescriptions

Toutes les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2025 non modifiées par le présent arrêté restent en vigueur.

Article 6 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Chevrières pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Chevrières fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de la commune de Chevrières, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts de France et l'inspectrice de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 18 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,



Frédéric BOVET

Destinataires :

La société TEREOS

Le sous-préfet de l'arrondissement de Compiègne

Le maire de la commune de Chevrières

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Haut-de-France

